



Une douzaine de représentants syndicaux, qui dénoncent l'inutilité des comités de réflexion et la duperie du gouvernement, avaient saisi le Président de la République sur la « dégradation continue des conditions de vie et de travail des enseignants et la nécessité de prendre des mesures urgentes ».

Alors que les élèves camerounais courent le risque d'être soumis à des rattrapages intensifs, consécutifs à l'arrêt fantaisiste des cours durant le déroulement de la Coupe d'Afrique des Nations que notre pays vient d'organiser, un groupuscule insaisissable de jeunes enseignants a réussi, cette semaine, à imposer un débrayage de trois jours dans la plupart des établissements publics de la république. L'opération, baptisée « craie morte » et qui consistait à venir au travail sans enseigner, a connu meilleur sort que celles organisées par le passé par de vieux syndicats, personne n'ayant pu mettre en avant ni la tribu des organisateurs, ni leur clientélisme. Les grévistes n'ont d'ailleurs des comptes à rendre à personne, puisque leur leitmotiv est qu'« on a (déjà) trop supporté ».

L'impression générale qui se dégage est que les enseignants du primaire et du secondaire, tous âges et tous grades confondus, en ont ras-le-bol. Vous chercherez longtemps, que vous ne trouverez un seul qui manque de grief sur la gestion de leurs actes de carrière. Jusque parmi ceux qui sont allés à la retraite. Dans un préavis de grève adressé au Ministre de l'Education de Base le 2 février dernier, en même temps qu'à ses homologues du Minfopra, du Minesec et

du Minefop, le président du Syndicat national des instituteurs contractuels et des maîtres des parents (Snicomp) attirait encore l'attention des pouvoirs publics sur le peu d'intérêt qui est donné à la situation administrative et financière de ses membres. Leur grève a eu lieu, avec moins d'écho, du 14 au 18 février 2022. « Les actes d'avancements ne sont plus payés, ni remis aux intéressés », regrettait le président du Snicomp, entre autres.

Malaise général

Anticipant sur la grève et alors que le gouvernement entrait en pourparlers avec les responsables de « On a trop supporté (OTS) » et le Collectif des enseignants indignés du Cameroun (Ceic), douze syndicats parmi lesquels le Snieb de Christiane Likound, le Snaef de Phouet Foe, le Snuipen de Jean Pierre Ateba, Ode de Jean Bosco Talla, le Snaes de Roger Kaffo Fokou, la Fecase de Thobie Mbassi Ondo, le Tac de Tameh Valentine Nfon ou le Cattu de Valentine Semma, pour ne citer que les plus connus, ont saisi le Président de la République dans laquelle ils appelaient à la prise de mesures urgentes pour sauver le métier des enseignants. Pour eux, « les conditions de vie et de travail des enseignants camerounais n'ont cessé de se détériorer, atteignant un seuil de dégradation désormais insupportable » ces dix dernières années. La décision de saisir directement le Chef de l'Etat vient de ce que le gouvernement est devenu spécialiste des fausses promesses, sinon de provocation. « L'accumulation des revendications non résolues des enseignants a atteint le seuil de saturation au point où des arriérés dûs aux effets financiers non payés de leurs advancements et autres actes de carrière sont en train de faire des enseignants les plus gros titulaires de la dette publique intérieure, selon les informations des propres services financiers de l'Etat », relèvent-ils. Des enseignants sans matricule deux ans après leur mise en activité, on en compte par milliers. Ceux qui sont pris en charge partiellement le restent parfois jusqu'à six ans.

Pour ne pas arranger les choses, ces derniers sont livrés à la merci des autorités administratives. Exemple du département du Ngoketunjia où écrivent-ils, « sans aucune concertation avec les structures déconcentrées qui gèrent les enseignants au quotidien, (le préfet) a décidé de faire suspendre de solde des centaines d'enseignants ». L'on se souvient que Pauline Nalova Lyonga, le Minesec, avait dû pondre un communiqué pour se désolidariser de la situation. Mais en attendant les conclusions de l'enquête qu'elle a prescrite, ces derniers tirent le diable par la queue. Du coup, ils parlent du « martyr des enseignants pris au piège d'une guerre qu'ils ne sont pas formés à mener ». C'est dans le même sillage qu'ils rangent les rapports du gouvernement avec les syndicats, un gouvernement qui veut les aborder, « les discréditer auprès de l'opinion et des corps qu'ils défendent ».

Mesures urgentes

N'ayant même pas pu obtenir du Chef du gouvernement l'organisation du Forum national de l'Education, pour lequel tout serait depuis 2019, ils attendent de Paul Biya l'organisation d'une assise en vue d'apporter une réponse expresse à des « revendications minimales » comme la prise en charge immédiate et totale des enseignants dès leur recrutement, l'apurement des dettes relatives à la pratique des 2/3 ; le paiement de la dette de l'Etat due aux enseignants en raison du retard systématique organisé dans le paiement ; la signature de la convention collective de l'enseignement privé. Ces syndicats insistent sur la mauvaise foi

des fondateurs d'instituts, qui emploient au-delà de 40% du personnel vacataire. Il faut adresser en urgence aussi, la question du « recrutement des instituteurs de l'enseignement technique formés et mis au chômage alors que les Cetics et lycées techniques souffrent de pénuries graves d'enseignants depuis des années ».

Pour eux, les enseignants suspendus de solde dans le Noso devraient être immédiatement repris. « Les syndicats sont convaincus, Monsieur le Président de la République, que ces mesures minimales, si elles sont prises, contribueront à apporter la détente au sein du corps enseignant au bénéfice de l'éducation de notre jeunesse ». On scrute le ciel d'Etoudi. En attendant, les enseignants manifestent et les élèves trinquent. Les pétitionnaires menacent cependant de « répondre (favorablement, si rien n'est fait, ndlr) à la pression croissante des enseignants pour une série d'actions destinées à exprimer leur ras-le-bol, d'autant que ces derniers se considèrent depuis des années comme marginalisés par les pouvoirs publics et l'exécutif de leur pays ».

Le Jour